

Russie/Présidentielle

Poutine prêt au sacre des urnes

AFP
Moscou/Russie

De son côté, l'opposition dénonce des fraudes.

VLADIMIR Poutine se préparait hier à être sacré par les urnes lors d'une présidentielle aux airs de plébiscite, l'opposition accusant le pouvoir de gonfler la participation par des fraudes pour légitimer un scrutin sans suspense. Le président russe, 65 ans dont plus de 18 au pouvoir, a fait de la participation sa principale bataille alors qu'il devrait remporter haut la main un quatrième mandat courant jusqu'à 2024, dans un contexte de nouveau bras de fer avec les Occidentaux depuis l'empoisonnement de l'espion Sergueï Skripal en Angleterre. Peu après 14H00 GMT (15H00 au Gabon), à moins de quatre heures de la fermeture des derniers bureaux dans l'enclave de Kaliningrad, la participation atteignait 51,9% selon la Commission électorale, soit plus élevée que pour le retour au Kremlin de Vladimir Poutine après quatre

ans au poste de Premier ministre en 2012. Plus de 107 millions d'électeurs étaient appelés aux urnes. L'agence publique TASS a fait état de taux de participation dépassant 60%, voire 70%, dans l'Extrême-Orient russe, où le vote s'est terminé plus tôt compte tenu du décalage horaire. Écarté de l'élection en raison d'une condamnation judiciaire, le principal opposant Alexei Navalny a accusé le Kremlin de gonfler la mobilisation en bourrant les urnes ou en organisant le transport massif d'électeurs vers les bureaux de vote. "Ils ont besoin de participation. Le résultat, c'est que la victoire de Poutine avec plus de 70% (des voix) a été décidée d'avance", a-t-il expliqué à la presse, assurant que la participation réelle était inférieure à celle de 2012. L'ONG Golos, spécialisée dans la surveillance des élections, a dressé sur son site internet une carte des fraudes faisant état à 14H00 GMT de 2 255 irrégularités, tels que bourrages d'urne, votes multiples ou entraves au travail des observateurs. Pour encourager des élec-

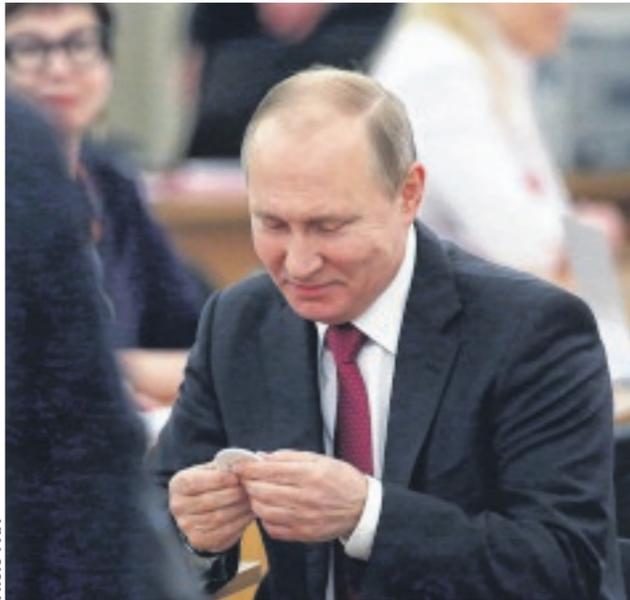


Photo : AFP

Vladimir Poutine, qui vient de voter ici à Moscou, était bien parti hier pour se faire élire dans un fauteuil pour un quatrième mandat à la tête de la Russie.

teurs à participer à un scrutin sans suspense à l'issue d'une campagne atone, les autorités ont mené des campagnes massives d'information et d'incitation, facilitant le vote hors du lieu de résidence mais aussi, selon des médias, faisant pression sur les fonctionnaires ou les étudiants pour aller voter. **STABILITE**• Loué par les uns pour avoir ramené la stabilité après les dures années 1990 et vilipendé

par d'autres pour un recul des libertés, Vladimir Poutine est crédité d'environ 70% des intentions de vote dans les derniers sondages. Son principal adversaire, le candidat communiste Pavel Groudinine, est crédité de 7% des voix par l'institut public VTSIOM et le troisième, l'ultranationaliste Vladimir Jirinovski, de 5%, devant la journaliste libérale Ksénia Sobtchak (1-2%).

Le principal opposant au Kremlin, Alexei Navalny, a été exclu de la course après avoir été déclaré inéligible en raison d'un jugement pour détournement de fonds, qu'il dénonce comme orchestrée par le pouvoir. Jouissant d'une fidèle base de soutiens dans tout le pays, M. Navalny a appelé au boycott et dépêché plus de 33 000 observateurs dans les bureaux de vote. La candidate proche de l'opposition libérale, Ksenia Sobtchak, a de son côté appelé les électeurs à se rendre aux urnes : "Plus le score de Poutine sera élevé, plus dur sera le système". Symboliquement, le scrutin se tenait quatre ans jour pour jour après la ratification du rattachement de la péninsule ukrainienne de Crimée, décidé à l'issue d'un référendum jugé illégal par Kiev et les Occidentaux. En représailles à la tenue de la présidentielle en Crimée, Kiev a empêché le vote des Russes résidant en Ukraine. Des dizaines de policiers, ainsi que des militants nationalistes, bloquaient ainsi hier l'accès aux consulats russes dans plusieurs grandes villes.

Ile Maurice/Politique

La présidente démissionne, finalement

AFP
Port-Louis (Ile Maurice)

Un départ lié à son implication dans un scandale financier. Ameenah Gurib-Fakim s'y était pourtant, dans un premier temps, refusé, affirmant n'avoir rien à se reprocher.

LA présidente mauricienne Ameenah Gurib-Fakim, impliquée dans un scandale financier, s'est résolue samedi à démissionner "dans l'intérêt national", a annoncé son avocat, au terme d'un bras de fer avec le Premier ministre, qui réclame son départ depuis une semaine. Seule femme chef d'Etat en Afrique, Mme Gurib-Fakim était sous forte pression depuis deux semaines, à la suite de révélations sur des achats personnels réglés à l'aide d'une carte bancaire fournie par l'ONG Planet Earth Institute. Cette scientifique et biologiste de renommée internationale, première femme à occuper la fonction honorifique de la présidence dans l'histoire de l'île Maurice, a reconnu les faits, tout en affirmant avoir utilisé la carte par "inadvertance", et avoir remboursé l'argent à PEI. "La présidente a soumis sa

démission dans l'intérêt national", a déclaré à la presse son avocat, Yousof Mohamed, précisant qu'une lettre a été adressée à cet effet à la présidente de l'Assemblée nationale, Maya Hanoomanjee, et que la démission prendra effet le 23 mars. "Après les attaques et les calomnies qu'elle a subies (...), elle est soulagée", a ajouté l'avocat. Dans une déclaration à la radio, la présidente de l'Assemblée nationale, Mme Hanoomanjee, a confirmé avoir reçu la lettre de démission. Il lui revient maintenant d'en informer officiellement les membres de l'Assemblée et du gouvernement. **HOMME D'AFFAIRES CONTROVERSE**• La démission de Mme Gurib-Fakim, 58 ans et en poste depuis juin 2015, met un terme à un feuilleton politique qui agite cet archipel de l'océan Indien depuis la publication par le quotidien mauricien l'Express de documents bancaires démontrant que la présidente avait utilisé à des fins personnelles une carte bancaire remise par PEI. Le montant des dépenses (bijoux, chaussures de marque...) s'élève à au moins 25 000 euros (16,3 millions de francs), selon le



Photo : AFP

Le souffle du scandale a fini par emporter la présidente Ameenah Gurib-Fakim.

quotidien. La présidente évoque elle un montant de 26 000 dollars (13,7 millions de francs). L'affaire fait également scandale car elle implique le milliardaire angolais Alvaro Sobrinho, un homme d'affaires controversé qui finance PEI et qui, depuis 2015, a tenté plusieurs fois d'investir à Maurice, selon l'Express, ce qui avait déjà déclenché des polémiques et des appels de l'opposition à la démission de Mme Gurib-Fakim. C'est le vice-président Paramasivum Pillay Vyapoori qui devient président à la suite de la démission de Mme Gurib-Fakim. Le gouvernement pourra le confirmer dans cette fonc-

tion ou nommer quelqu'un d'autre avec l'aval du Parlement. **"DEPLORABLE ET INDIGNE"**• A la suite des révélations de l'Express, le Premier ministre, Pravind Jugnauth, avait annoncé le 9 mars que la présidente démissionnerait de ses fonctions "peu après les célébrations du 50e anniversaire de l'indépendance", qui ont eu lieu lundi dernier, et avant la rentrée parlementaire, le 27 mars. Mais Mme Gurib-Fakim avait répliqué mercredi que, "n'ayant rien à se reprocher et pouvant apporter des preuves corroborantes", elle refusait de démissionner. Elle avait alors expliqué avoir

remboursé non seulement ses dépenses personnelles, mais aussi "toutes les autres dépenses engagées par PEI pour sa mission". Dans un court message publié sur son site internet, PEI, une ONG basée à Londres, a confirmé que la présidente mauricienne avait bien remboursé les sommes concernées. Après que M. Jugnauth eut qualifié jeudi de "déplorable et indigne" la volonté de Mme Gurib-Fakim de s'accrocher à la présidence, cette dernière a tenté une dernière offensive politique vendredi en annonçant la création d'une commission d'enquête devant faire la lumière sur cette affaire. La commission devait enquêter notamment sur d'éventuelles activités du milliardaire angolais Alvaro Sobrinho à Maurice et l'utilisation de la carte bancaire de PEI. Mais le Premier ministre, Pravind Jugnauth, a aussitôt décrété cette annonce "nulle et non avenue" alors que les juristes ont évoqué une mesure anticonstitutionnelle, ce qui, selon les observateurs, a précipité la démission de Mme Gurib-Fakim, à court d'options face à la perspective d'une probable procédure de destitution.



Photo : AFP

Le Parlement chinois, soumis au Parti communiste au pouvoir, a donné sans surprise hier un nouveau mandat de cinq ans au Premier ministre Li Keqiang, 62 ans, dans l'ombre croissante du président Xi Jinping. **Etats-Unis/Politique. Trump met de nouveau en doute l'impartialité de l'enquête russe** Le président américain Donald Trump a de nouveau attaqué hier l'intégrité de l'équipe du procureur spécial Robert Mueller, ancien chef du FBI, chargé de faire la lumière sur les soupçons de collusion entre l'équipe de campagne Trump et Moscou. **Syrie-Turquie/Conflit. Le drapeau turc flotte sur Afrine** Le drapeau turc flotte désormais sur Afrine : après quasiment deux mois d'offensive, la Turquie et ses alliés syriens ont rempli un objectif majeur en chassant de cette ville du nord-ouest de la Syrie la milice kurde qu'Ankara considère comme "terroriste".

L'Afrique en bref

- **Burundi/Politique. Le référendum constitutionnel fixé au 17 mai** Le président burundais Pierre Nkurunziza a fixé au 17 mai la date du référendum sur une réforme constitutionnelle controversée qui pourrait lui permettre de se maintenir au pouvoir jusqu'en 2034, selon un décret présidentiel signé hier.
- **Nigeria/Diplomatie. UA : Buhari n'ira pas à Kigali** Le président nigérian, Muhammadu Buhari, a annoncé hier dans un communiqué qu'il ne se rendrait pas à Kigali, au Rwanda, où est prévu cette semaine un Sommet extraordinaire de l'Union Africaine pour signer le traité sur la Zone de libre-échange continentale (ZLEC).
- **Tchad/Politique. Un forum pour des réformes institutionnelles** N'Djamena accueillera ce lundi un forum national sur des réformes institutionnelles au Tchad, dont une modification de la durée du mandat présidentiel, la création d'un Sénat ou la refonte des régions, a-t-on appris de sources officielles.

A travers le monde

- **Chine/Politique. Un nouveau mandat pour le Premier ministre Li Keqiang**